

LES LIMITES DU DROIT

Le droit est un outil essentiel de la lutte: aussi bien par les victoires concrètes qu'il permet que sur le plan médiatique. Pour autant, en aucun cas les tribunaux peuvent rendre «justice». Le droit a été façonné pour répondre à des motivations politiques dont les méga-projets font partie. Malgré les grandes orientations de notre constitution, la protection de nos libertés fondamentales et celle de l'environnement sont très faibles.

Par ailleurs, l'application des lois est très irrégulière. En fonction des individus, des dossiers ou des pressions politiques, un même fait juridique pourrait trouver des dénouements différents. Bien souvent c'est au bénéfice de l'État et de la poursuite des travaux jusqu'à ce qu'un tribunal suffisamment solide ait le courage de mettre un stop.

QUELQUES MOYENS D'ACTION INDIVIDUELLE

1 Organiser des lectures citoyennes des actes administratifs, pour être le plus nombreux. Les possibles à connaître les droits et obligations des porteurs du projet

3 Mener des contre-enquêtes naturalistes

2 Aider à récolter de l'argent pour les recours juridiques, via des appels à dons, des soirées de soutien, etc.

4 Entraver les études officielles par tous les moyens, sur le terrain ou juridiquement pour dissuader les entreprises et faire prendre du retard au projet

LES COLLECTIFS EN LUTTE

Les Collectifs Contre le Lyon-Turin s'organisent de Lyon à Modane pour informer et résister face à la destruction des territoires concernés. Trouvez le plus proche de chez vous dans l'onglet "Contacts" du site ou écrivez-nous à l'adresse générique inter-cclt@proton.me.

STOP AU LYON TURIN.FR

02

LE PETIT GUIDE

À DESTINATION DES PERSONNES IMPACTÉES PAR LA DESTRUCTION DES ALPES ET DU NORD-ISÈRE

AU SOMMAIRE

Des autorisations ?

La nébuleuse juridique

Géo-historique du projet

Contre-attaquer

Les limites du droit

Quelques moyens d'action individuelle

Les collectifs en lutte

CE PROJET S'ERA-T-IL UN JOUR ILLÉGAL ?

30 ans que le méga-projet est lancé, deux décennies qu'il est en travaux entre la France et l'Italie, et voilà que les promoteurs s'agitent pour poursuivre l'artificialisation sur les 210km français et italiens.

Ces prochaines années, le calendrier administratif va se comprimer pour que le projet obtienne toutes les autorisations nécessaires.

La démesure, l'inutilité et les ravages du projet sont les arguments juridiques clés qui ont toutes les chances de faire annuler les autorisations et ainsi enterrer ce projet.

DES «AUTORISATIONS» ?

Que ce soit pour faire modifier le plan local d'urbanisme (PLU), exproprier des personnes, détruire des espèces protégées ou leurs habitats et de nombreuses autres raisons : les préfectures doivent prendre des arrêtés qui permettent de déroger au droit commun.

Or, à chaque fois la préfecture doit justifier de la nécessité de ces dérogations : et c'est là qu'on intervient.



Pour toute question liée au Lyon-Turin ou aux expropriations :

inter-cclt@proton.me

LA NÉBULEUSE JURIDIQUE

Les 2 arrêtés majeurs :

1.
La Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
qui - entre autre - donne le droit
d'exproprier les occupant-es.

2.
L'autorisation environnementale
(AE), qui permet de détruire
des espèces protégées
et des espaces naturels.

Les nombreux autres arrêtés:

Divers arrêtés permettent les
études, puis les travaux, mais
aussi l'accès aux terrains privés,
l'interruption de la circulation, les
coupes d'arbres, etc.

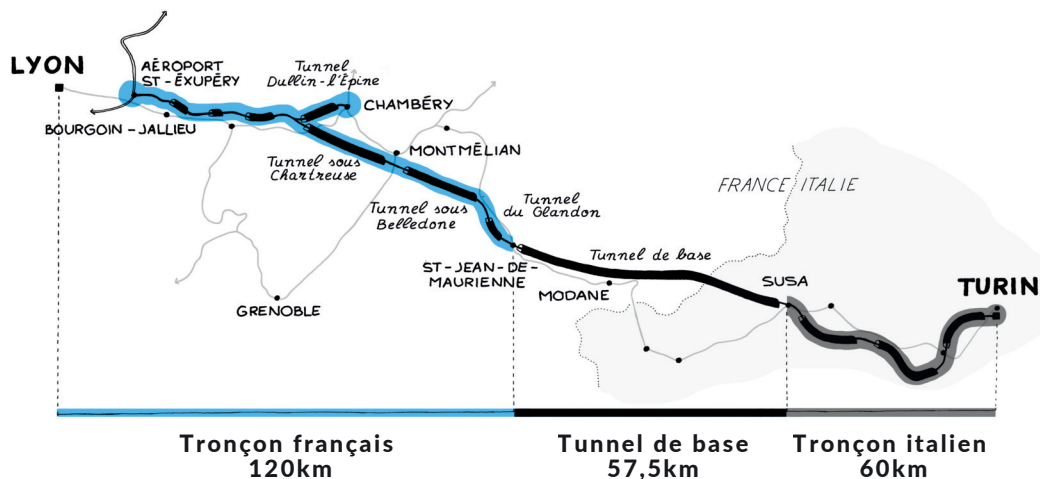
Arrêté de cessibilité,
qui dresse la liste
précise des parcelles
expropriables.

+ d'éventuels contrats de concession, traités internationaux...

GÉO-HISTORIQUE DU PROJET

Le projet est divisé en 3 tronçons autonomes sur le plan administratif. En 2026, seul le tronçon transfrontalier était autorisé avec des travaux depuis 2001. Jusqu'ici, rien n'a pu le faire annuler, ni suspendre les travaux, pourtant sa pertinence dépend de l'existence des deux autres.

Pour le tronçon français, la DUP a été obtenue en 2012 et les études environnementales ont commencées en 2025.



2 MOIS

C'est le délai
extrêmement court
pour attaquer
un arrêté à partir
du moment où
il est publié.
Cela implique d'avoir
des arguments
juridiques prêts
et des associations
réactives.

2000 €

C'est le coût
minimal de la
moindre procédure
juridique. Les gros
dossiers suivis sur
plusieurs années
peuvent aisément
coûter plusieurs
dizaines de milliers
d'euros.

RÉFÉRÉ SUSPENSION

C'est une procédure
d'urgence pour
obtenir la
suspension
temporaire d'un
arrêté en attendant
le jugement « au
fond » qui intervient
généralement sous
18 à 24 mois.

CONTRE-ATTAQUER

FAIRE SAUTER LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP)

Période estimée de bataille
juridique 2026-2028

Plusieurs éléments sont attaquables :

1. Mauvaise étude d'impacts avec des enjeux non pris en compte et, par conséquent, des mesures Eviter-Réduire-Compenser mal adaptées;
2. Enquête publique irrégulière (dans la durée, le bon accès des informations au public...);
3. Prouver que le calcul coût/avantage est défavorable en apportant des éléments économiques/sociaux/environnementaux.

Chacun de ces éléments pourrait permettre de casser l'arrêté de DUP.

FAIRE SAUTER L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE (AE)

Période estimée
de bataille juridique
2027-2030

Trois éléments clés peuvent
faire annuler l'AE :

1. Le manque de «raison impérative d'intérêt public majeur»
2. Le manque d'études d'alternatives
3. De trop faibles mesures de préservation ou de restauration de la biodiversité

ATTAQUER LES «ARRÊTÉS SECONDAIRES»

Quand il y a des manquements aux obligations juridiques, que ce soit sur le fond ou la forme.

Par exemple, sur le fond :

- une autorisation d'accès pour des travaux nécessitant une occupation temporaire
- une absence de dérogation "espèces protégées"

Ou sur la forme :

- mauvaises dates
- manquements aux obligations d'affichage
- pièces manquantes